

# **La presse congolaise fonctionne comme par inertie, avant peut-être de disparaître complètement**

Kinshasa, le 4 juin 2002.

Le 3 mai 2002, journée mondiale de la liberté de la presse, les journalistes congolais, réunis pour l'occasion en la salle paroissiale de Fatima, à Kinshasa, ont constaté avec bonheur que pour la première fois, cette journée se célébrait sans déplorer la présence d'un journaliste en prison. Tout au moins à Kinshasa, ou dans les territoires contrôlés par le gouvernement. En effet, au même moment parvenaient à Kinshasa, depuis la ville de Kisangani, province orientale, les cris de détresse d'un journaliste et d'un cameraman de la presse militaire du RCD/Goma (Rassemblement Congolais pour la Démocratie) qui croupissaient en prison depuis six mois, sans jugement. Mais il n'empêche. Cela reste tout de même un événement dans la mesure où un pays en guerre, généralement peu regardant sur les droits des citoyens ne se gêne pas pour restreindre la liberté de la presse.

La preuve, justement, c'est cette présence de journalistes congolais dans la prison centrale de Kisangani, en zone rebelle. Les journalistes congolais peuvent se vanter de bénéficier d'une presse parmi les plus libérales.

Une liberté conquise de très haute lutte mais que les bénéficiaires n'arrivent malheureusement pas à gérer à bon escient. La profession s'est libérée du jour de la dictature de Mobutu pour souvent se trouver sous celle des politiciens et autres puissances d'argent. Six années de guerre doublée d'une paupérisation généralisée tant des producteurs de l'information que des consommateurs n'ont pas arrangé les choses. Aujourd'hui, la presse congolaise fonctionne comme par inertie. Avant peut-être de disparaître complètement. Le service minimum est devenu le maître mot. Les lecteurs, totalement insolubles, subissent plus qu'ils ne participent à cette dynamique entre la production et la consommation des médias. Le seul espoir, très maigre du reste, réside dans les perspectives d'un retour hypothétique à la paix qui, pour les journalistes signifierait la reprise des activités économiques. Donc forcément, la reprise du partenariat entre les annonceurs et les entreprises de presse.

## **L'histoire d'une lutte héroïque**

L'exercice de la liberté de la presse en République Démocratique du Congo précède de très peu la libéralisation de l'expression politique au point que les deux se confondent. Avril 1990, la pression des événements oblige le maréchal Mobutu à libéraliser les activités politiques. Dans un discours resté mémorable, Mobutu, à son corps défendant, accepte l'existence d'autres expressions politiques en dehors du Mouvement Populaire de la Révolution, jusque-là parti unique. Mais une année auparavant, la presse, profitant sans doute des fissures évidentes de la dictature, avait commencé à se libérer de l'étau dans lequel l'enfermait le monolithisme politique. " L'Analyse ", un quotidien ronéotypé, diffusé généralement par abonnement, s'était illustré dans des prises de position qui s'écartait de la langue de bois généralisée que diffusaient les médias officiels composés de la radio et la télévision nationale et de deux grands journaux de la capitale (Elima et Salongo).

D'un langage courtois mais ferme, l'expression se libéralisa complètement avec l'irruption, sur le marché, de journaux qui s'affichaient publiquement à l'extrême gauche, très proche de l'UDPS (Union pour la Démocratie et le Progrès Social) d'Etienne Tshisekedi. Parmi ceux-ci, on peut citer les journaux tels que Le Potentiel, La Renaissance, Umoja, Le Phare essentiellement. Plusieurs fois traqués par les services de sécurité du régime Mobutu, les journaux ont conquis l'adhésion du public zaïrois, friand à l'époque d'un style qui défiait l'autorité établie. Nombre de journalistes se sont retrouvés en prison. D'autres ont subi des sévices corporels et moraux importants. Des imprimeries ont été plastiquées. Mais cela n'a en rien impressionné les journalistes visiblement conscients de la déliquescence du pouvoir Mobutu et de l'opportunité de l'action.

### **Des journaux à tour de bras**

Après le discours du président Mobutu du 24 avril 1990, de nouveaux partis politiques voient officiellement le jour. Des journaux sont créés, généralement par des politiciens déterminés à en découdre avec la dictature ou, souvent soucieux de se faire remarquer de Mobutu. Tous les Zaïrois semblent, du coup, piqués par le virus de communiquer. Les salles de rédaction sont littéralement assiégées par la nouvelle classe politique muée brusquement en journaliste avec les risques de dérapage certains. Les injures et les règlements de comptes remplacent le débat politique. Des étudiants journalistes remplissent les rédactions et se prennent pour de vrais professionnels. Après s'en être délecté un moment, le public congolais se lasse du ton des journaux qui ne respecte plus ni les bonnes mœurs ni la vie privée. Les titres de " Une " sont suscités plus par les petits vendeurs de journaux que par les rédactions. Combien de fois ne s'est-on pas fait interpellé par les jeunes vendeurs à la criée parce que le titre ne leur paraissait pas assez fort contre Mobutu? La sensation prend le pas sur l'information. La profession se décrédibilise.

En l'absence d'un organe d'autorégulation et de régulation qu'était " l'Union de la Presse du Zaïre (UPZA)" fragilisée par l'affaiblissement du système monolithique, de jeunes journalistes rivalisent de sensationnalisme ou d'injures dans les colonnes des journaux. Très souvent, des patrons de presse se lancent des invectives à travers leurs journaux. L'éthique et la déontologie en prennent un sérieux coup. Les journaux " Le Palmarès " et " L'Avenir " se sont tristement illustrés dans cette pratique malheureuse. Malheureusement, jusqu'aujourd'hui, la profession n'est jamais arrivée à se doter d'un organe d'autorégulation, en dépit de nombreuses rencontres de très haut niveau pour diagnostiquer et dénoncer le mal.

Autres entraves à la liberté de la presse: la guerre, les annonceurs, la clochardisation du métier de journaliste.

En 1999, dans son rapport sur l'état de la liberté de la presse en RDC, Journaliste en Danger, une Ong congolaise de défense et de promotion de la liberté de la presse, a recensé 162 titres parus depuis 1990, l'âge d'or de la presse écrite au Congo. Au moment de l'enquête, seuls 40% des titres paraissaient encore. C'est dire combien le danger guette la profession. En 1999, le président Laurent-Désiré Kabila avait déjà remplacé Joseph-Désiré Mobutu au pouvoir et lui-même sentait son propre pouvoir menacé par une guerre qui venait d'éclater dans le Kivu, une année plus tôt.

## **Accusé de connivence avec la rébellion**

L'hebdomadaire " Graben ", spécialisé dans les problèmes de la région des Grands Lacs s'effaçait du paysage médiatique, victime de la nouvelle guerre. L'éditeur que je suis, se retrouvait bloqué en région rebelle alors qu'il se trouvait en reportage à Butembo, province du Nord-Kivu. Non seulement, le journal, produit à Kinshasa, ne pouvait plus parvenir à son public-cible, situé dans les territoires en guerre (les provinces du Nord-Kivu, Sud-Kivu, Maniema, la province orientale, le Rwanda et le Burundi), -et donc aux annonceurs principaux- mais plus grave, ses difficultés de parution sont perçus par le pouvoir comme ayant un rapport direct de connivence avec la rébellion. Le journal va subir les tracasseries de la part des services de sécurité qui n'acceptent pas qu'un journal, pourtant produit commercial comme tout autre, ne subisse pas les lois normales du commerce: pas de lecteurs, pas d'annonceurs. Beaucoup d'autres journaux, oeuvrant surtout en zones rebelles (Goma, Bukavu, Kisangani, Beni), ont connu les mêmes mésaventures de la part des pouvoirs rebelles. Certains ont résolu de composer avec les nouveaux maîtres, mais d'autres ont tenu à garder un minimum de pratique professionnelle en dépit des menaces et brimades de toutes sortes. C'est le cas du bimensuel " Les Coulisses ", paraissant aujourd'hui à Beni, province du Nord-Kivu, après avoir été chassé de Goma pour " langage non conforme à l'esprit des nouvelles autorités ".

Certaines chaînes de radio et de télévision se sont retrouvées mises sous la tutelle de l'Etat congolais pour des raisons politiques. Radio-Télévision Kin-Malebo (RTKM) a particulièrement souffert des injustices du pouvoir Kabila. Propriété privée de M. Ngongo Luwowo, ancien ministre sous Mobutu, la chaîne a d'abord été mise sous administration de l'Office des Biens Mal Acquis (OBMA) dès l'arrivée de l'AFDL (Alliance des Forces Démocratiques de Libération du Congo), prétendument parce que les équipements auraient indûment été achetés par des fonds publics. Plus tard, elle sera de nouveau sous la tutelle du ministère de l'Information, son propriétaire étant accusé de connivence avec la rébellion. Canal-Kin, la chaîne de télévision appartenant à Jean-Pierre Bemba, leader du MLC (Mouvement de Libération du Congo) a pratiquement connu le même sort.

Aujourd'hui que les deux chaînes ont été restituées aux vrais propriétaires, d'autres entraves à la liberté d'expression empêchent leur épanouissement. Selon Jean-René Lumbana Kapasa, le directeur général de RTKM, la principale entrave se trouve être... les annonceurs. " Nous vivons d'annonces publicitaires, comme tous les autres médias, a-t-il déclaré. Mais nous vivons beaucoup plus des diktats des annonceurs. Ils nous demandent de faire de la publicité pour des produits notoirement nocifs pour la santé de la jeunesse congolaise. D'une part, l'alcool et de l'autre, les produits pour éclaircir la peau. Des deux choses l'une, ou nous rejetons la publicité et nous nous faisons hara-kiri. Ou alors, à notre corps défendant, nous acceptons, en sachant hélas que nous sacrifions la santé des jeunes congolais et surtout des femmes congolaises ". Tout ceci, au grand dam du public qui subit sans savoir chez qui se plaindre.

## **Contraint à la passivité**

Le public des médias congolais, jadis très actif, a été contraint à la passivité. Conjoncture économique oblige. Paupérisé à souhait, il n'a plus que les médias

audiovisuels à s'offrir. Encore faut-il qu'il soit équipé. Un poste de télévision ou de radio ne sont plus à la portée de toutes les bourses. Il n'est pas rare de voir chaque matin des congolais agglutinés devant des journaux étalés à même le sol pour lire, ne fut-ce que les grand titres. Autant, dans les années 90, ils pouvaient s'acheter deux ou trois journaux différents, question de prendre la température de toutes les tendances, autant aujourd'hui, ils n'ont d'autres choix que de lire les journaux étalés à même le sol. Impossible d'acheter un journal sans grever le budget familial.

L'état de la liberté de la presse n'est certes pas florissant. Cependant, faut-il désespérer? Les médias congolais ont lutté pour arracher leur liberté du pouvoir dictatorial. Avec un peu de volonté, ils arriveront à se libérer d'autres entraves. Le plus facile est de commencer par ce qui est de leur compétence: l'organisation interne. Le journaliste congolais doit apprendre à gérer intelligemment l'apparente trop grande liberté dont il bénéficie par rapport à ses confrères d'autres lieux. Il doit reconquérir la confiance de son public par un comportement exemplaire. Il doit se conformer à l'ordre moral de la profession.

La journée du 3 mai 2002, journée mondiale de la liberté de la presse, a été l'occasion de débattre de la nécessité de création en RDC, d'un Observatoire des Médias, un organe de régulation et d'autorégulation qui, d'une part, a pour rôle de défendre la profession auprès des instances publiques et, de l'autre, de restaurer et de faire respecter l'éthique et la déontologie dans la profession. Ce qui aura pour conséquence directe, la recréation des médias congolais. Le reste viendra avec la fin de la guerre et le retour à la paix.

*Par Juakali Kambale  
Editeur de l'hebdomadaire " Graben "*